



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Audition sur le plan de relance
par la commission du développement durable et de
l'aménagement du territoire**

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Assemblée nationale

Mercredi 9 septembre 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Madame la Présidente,

Mesdames et messieurs les Députés,

Le plan de relance que nous avons présenté avec le Premier ministre il y a quelques jours a un objectif stratégique qui est d'accélérer la transition écologique de notre pays.

Nous voulons apporter la preuve par ce plan, dont l'ampleur n'a pas d'équivalent depuis plusieurs décennies, que nous pouvons conjuguer compétitivité de l'économie et décarbonation de notre économie. C'est ma conviction profonde : l'un ne va pas avec l'autre.

Si nous voulons réussir la transition écologique, nous avons besoin de nouvelles technologies. Nous avons besoin d'innovations, nous avons besoin d'investissements donc nous avons besoin d'améliorer la compétitivité. L'un ne va pas sans l'autre pour parler plus simplement ou l'un va avec l'autre si nous voulons être positif.

En tout état de cause, vous voyez bien que – et c'est tout l'intérêt de nos débats – qu'il y a dans le fond trois grandes options qui s'offrent à nous.

Il y l'option que je qualifierai de déni qui consisterait à dire, dans le fond, la transition écologique n'est pas une nécessité, le réchauffement climatique n'est pas grave et donc nous continuons comme avant. Cette option-là, évidemment, elle a été clairement écartée.

Il y a une autre option qui est de dire que, dans le fond, il faudrait, pour réussir la réduction des émissions de CO₂ en France, croître moins et aller vers la décroissance. Je suis convaincu que le coût social de cette option-là serait absolument vertigineux aussi bien pour la France que pour tous les pays qui s'y engageraient.

Ça veut dire moins de recherche, ça veut dire des médicaments moins performants, ça veut dire une protection sociale moins efficace, ça veut dire des conditions de vie moins acceptables pour nos concitoyens. Cette option de la décroissance, c'est une option que nous avons également écartée.

Enfin, il reste cette option que nous défendons, qui consiste à investir dans les technologies qui permettent d'accélérer la transition écologique. Nous pensons que la France peut montrer cette voie d'une transition écologique réussie, c'est-à-dire une grande transition qui concilie réduction des émissions de CO₂, protection de la biodiversité et création d'emplois.

Evidemment, c'est une option qui est extrêmement exigeante, qui est plus difficile que les autres parce qu'elle suppose d'investir, elle suppose de former, elle suppose de créer de nouveaux métiers et d'ouvrir de nouvelles qualifications. Elle est plus exigeante mais elle est, à notre sens, la seule qui soit responsable pour la France.

Nous croyons à une transition écologique qui sera réussie grâce aux technologies, y compris les technologies qui sont critiquées aujourd'hui et attaquées.

Je vois que certains attaquent par exemple le déploiement de la 5G au motif qu'elle ne servirait qu'à jouer aux jeux-vidéos et visionner les contenus en haute définition.

Je rappelle que sans la 5G, il n'y a pas d'amélioration des procédés industriels. Sans 5G, il n'y aura pas de relocalisation industrielle. Sans 5G, il n'y aura pas de véhicule autonome. Sans 5G, il n'y aura pas de possibilité de traiter à distance et de faire de la chirurgie médicale à distance par imagerie.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Donc, cette 5G, elle est indispensable à l'amélioration de nos conditions de vie. Elle devra être déployée suivant le calendrier que nous avons défini, tout en répondant aux inquiétudes par des études autonomes et indépendantes que nous avons demandées de longue date.

Ces innovations sont indispensables pour réussir la transition écologique. C'est dans ce cadre-là, que dans le plan de relance, vous trouvez un investissement massif pour la première fois de notre histoire dans l'hydrogène.

Nous avons annoncé hier avec Barbara Pompili, la ministre de la Transition écologique, une stratégie pour développer en France les capacités de production d'un hydrogène décarboné.

Nous aurions pu dire que l'hydrogène, dans le fond, est une technologie pas encore suffisamment mature et trop coûteuse et donc qu'il faut attendre. C'est l'option que nous avons prise sur d'autres ruptures technologiques il y a quelques années, dont la France comme l'Union européenne paient le prix fort aujourd'hui. C'est ce qu'il s'est passé sur les lanceurs renouvelables. Nous avons été dépassés. C'est ce que nous avons fait sur le numérique et le digital. Nous sommes dépassés et nous sommes aujourd'hui confrontés à des géants du digital qui sont probablement le plus grand défi économique que nous ayons à affronter pour les 25 prochaines années.

Ne refaisons pas la même erreur sur l'hydrogène, et ayons le courage, nous Français et nous Européens, de faire le pari de technologies de rupture qui ne sont pas mûres aujourd'hui, mais qui garantiront notre souveraineté demain.

Le deuxième choix que nous avons fait - qui était un choix difficile et que je veux vous expliquer aujourd'hui, je pense que c'est un vrai sujet de débat - c'est que nous avons voulu investir sur la production beaucoup plus que sur la consommation.

Il aurait été plus simple de dire on va mettre 7 milliards d'euros sur l'achat d'hydrogène pour l'industrie ou pour les transports de masse. Mais dans le fond, nous ne faisons que subventionner l'usage de l'hydrogène.

C'est ce que nous avons fait sur le photovoltaïque. Nous avons financé l'électricité produite par les panneaux photovoltaïques, mais nous n'avons pas subventionné la production de panneaux photovoltaïques. Nous avons donc dépensé des milliards d'euros pour financer l'industrie du panneau photovoltaïque en Chine.

Cela a été une erreur politique majeure. Cela a été une faute économique. Nous ne referons pas la même erreur qui consiste à utiliser l'argent des Français pour financer l'industrie chinoise.

Nous préférons investir dans la production d'hydrogène et assumer que ça prendra plus de temps. Parce que c'est vrai, nous pouvons dépenser de l'argent tout de suite pour acheter de l'hydrogène vert. Cela prend plus de temps d'avoir nos propres systèmes d'électrolyse, nos propres réservoirs à hydrogène, nos propres piles à combustible, nos propres systèmes de résistance. Mais demain, grâce à ce choix stratégique, nous serons indépendants sur la production d'hydrogène vert en France.

C'est plus long mais c'est davantage respectueux de nos intérêts économiques et de nos intérêts stratégiques.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nous portons aussi dans le plan de relance, la vision d'une transition écologique qui doit nous permettre de réduire immédiatement nos émissions.

Dans le bâtiment, qui est à l'origine d'un quart des émissions de CO₂, un plan massif de rénovation thermique de près de 7 milliards d'euros sera engagé pour rénover les bâtiments publics et privés.

Dans les transports, nous lancerons des grands plans pour développer le vélo, les transports en commun et le transport ferroviaire. Nous nous appuyons, je vous le dis tout de suite, sur des projets qui sont déjà existants sans faire preuve d'esprit partisan. J'ai eu l'occasion de rencontrer la maire de Lille, Martine Aubry, la maire de Paris Anne Hidalgo et leurs projets sont déjà existants et prêts à être développés et accélérés. Nous sommes tout à fait prêts à les appuyer.

Dans l'industrie, nous nous attaquerons à la décarbonation des sites industriels qui représentent 20 % des émissions de gaz à effet de serre. Nous allons accompagner les sites industriels les plus émetteurs pour qu'ils passent de chaudières à énergie fossile à des chaudières à biomasse. Les premiers appels à projets ont été lancés fin août, ils permettront de réduire les émissions de CO₂ des sites industriels les plus polluants.

Dans l'agriculture, enfin, nous allons investir massivement pour accélérer la transition écologique, développer l'agriculture biologique et les circuits courts.

Au total, notre ambition est de réduire, avec ce plan de relance, les émissions de CO₂ en France d'environ 57 millions de tonnes de CO₂ sur la durée de vie des projets. Nous souhaitons également, au-delà de la réduction des émissions, réduire notre empreinte carbone. C'est-à-dire relocaliser en France des industries critiques qui sont situées aujourd'hui dans les pays fortement émetteurs de CO₂, ce qui va nous permettre de réduire notre empreinte carbone.

Le modèle ancien, qui consistait à réduire l'empreinte carbone en France, mais à réimporter des produits de l'étranger fortement émetteurs de CO₂, n'est évidemment pas le bon modèle. Nous croyons à un modèle où nous relocalisons l'industrie en France. Nous la décarbonons dans le même temps et nous mettons en place une taxe carbone aux frontières ou un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières au niveau européen, qui permet de taxer les produits de l'étranger qui comportent davantage de CO₂. Produire au plus près des consommateurs avec moins de transports, en relocalisant nos activités industrielles, voilà le modèle que nous défendons.

Nous avons aussi décidé dans ce plan de relance d'investir pour nous adapter au réchauffement climatique, ne pas dire que nous nous résignons à ce réchauffement climatique, mais que nous voulons l'accompagner en investissant dans tous les aspects de la transition écologique.

La formation du professionnel, la préservation de la biodiversité, la gestion des ressources, la lutte contre la pollution. Je vous donne trois exemples d'investissement d'adaptation :

- 200 millions d'euros vont être investis pour reboiser certaines forêts françaises et créer des puits de carbone. Comme ancien ministre de l'Agriculture, je crois profondément à cet avenir de la filière Forêt.
- 250 millions d'euros vont être consacrés au maintien des écosystèmes terrestres, littoraux, maritimes et aquatiques avec notamment des actions de restauration des aires protégées et de protection du littoral.
- 250 millions d'euros vont permettre le renouvellement d'agroéquipements et de réduire l'usage de produits phytosanitaires et donc la pollution.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les grands éléments que je viens de vous donner représentent les 30 milliards d'euros d'investissements spécifiquement dédiés à l'accélération de la transition écologique.

Je tiens à préciser que c'est l'ensemble de notre politique économique qui doit désormais être guidée par cette ambition d'accélération de la transition écologique. Nous aurons l'occasion ensemble de définir la nouvelle politique de garantie à l'exportation par le Trésor.

Comment faisons-nous en sorte que ces garanties export soient plus respectueuses de l'environnement ?

Nous travaillons déjà ensemble dessus et nous préciserons les choses dans le cadre du projet de loi de finances. Les entreprises publiques doivent, elles aussi, s'engager en matière de transition écologique. Donc, il n'y a pas que les 30 milliards d'euros du plan de relance qui marquent une inflexion forte en faveur de l'accélération de la transition écologique. C'est toute notre politique économique qui doit maintenant être portée vers l'accélération de cette décarbonation.

Vous m'avez posé la question, Madame la Présidente, des conditionnalités ou des contreparties. J'ai déjà eu l'occasion de le dire. Je ne suis pas favorable à des conditionnalités, mais je suis favorable à des contreparties.

Pourquoi est-ce que je ne suis pas favorable à des conditionnalités ? Parce que conditionner, ça veut dire si les conditions sont remplies, je donne et si elles ne sont pas remplies, je ne donne pas. Le temps qu'on vérifie qu'elles sont données ou pas données, la crise sera passée et le plan de relance sera inefficace. Il faut aller tout de suite vers l'exécution du plan de relance pour obtenir des résultats en matière de croissance et en matière d'emploi.

En revanche, que nous demandions des contreparties aux entreprises qui vont bénéficier directement du soutien de l'État, cela me paraît tout à fait légitime. J'observe d'ailleurs que nous avons commencé à le faire.

Prenez l'exemple d'Air France. Nous apportons 7 milliards d'euros de soutien financier à Air France. Nous avons demandé des contreparties environnementales concrètes, comme la fermeture des lignes aériennes quand il existe une alternative de transport à moins de 2 heures 30. Nous avons demandé également l'amélioration de la performance énergétique des avions et l'utilisation de davantage de biocarburant.

Je pense que nous pourrions réfléchir à d'autres types de contreparties. Je pense notamment au partage de la valeur. Si l'État apporte son soutien à des entreprises, que des entreprises s'en sortent grâce à ce soutien de l'État, il me semble légitime de demander à ces entreprises, lorsqu'elles auront retrouvé de la valeur et renoué avec les bénéficiaires, que les salariés en soient les premiers bénéficiaires. Dans l'équilibre des valeurs entre l'actionnaire et le salarié, il me semble que le salarié doit voir ses efforts mieux récompensés grâce à ces accords d'intéressement et de participation.

Je voudrais insister sur un tout dernier point parce ce que je veux être totalement transparent sur les choix que nous avons faits et sur la politique que nous menons en matière d'accélération de la transition écologique.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Il ne vous a pas échappé que nous avons prévu de consacrer 470 millions d'euros du plan de relance à la filière nucléaire. Nous pensons que cette filière est indispensable pour réussir la transition écologique, qu'elle est indispensable pour fournir l'électricité décarbonée qui va servir à faire fonctionner les électrolyseurs grâce auxquels on séparera l'hydrogène de l'oxygène et que nous pourrons faire de l'hydrogène vert. C'est une conviction profonde chez nous, conviction qui est affirmée également, je le rappelle, par le GIEC.

Il y a évidemment un débat très légitime sur la gestion des déchets nucléaires et il est important que les travaux se poursuivent. Mais à mon sens, le nucléaire est une des conditions de notre victoire contre les émissions de CO₂. Et c'est pour cela que nous avons fait, avec le président de la République, le choix d'investir un demi-milliard d'euros du plan de relance sur le nucléaire. Pour préserver les compétences, soutenir les PME sous-traitantes qui sont touchées par la crise et investir en matière de recherche sur des réacteurs de petite et de moyenne puissance qui peuvent représenter un complément utile à l'offre française.

Voilà les quelques éléments que je voulais vous présenter aujourd'hui. Je suis particulièrement heureux de participer à cette audition parce que je crois profondément que cette ambition de l'accélération de la transition écologique, elle est de nature à rassembler les Français, à rassembler notre nation et à lui redonner pour les décennies à venir, la place qui doit être la sienne sur la scène économique internationale.